



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BERLIN ECO

## BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

# DE BERLIN

N° 6 – 17 mars 2022

### Sommaire

#### Actualité économique:

- **Environnement macro-économique** : inflation / entreprises / production / exportations & importations / consommation des ménages / embargo / climat à la consommation / indice conjoncturel
- **Politique budgétaire** : dépenses de défense / plan d'allègements fiscaux
- **Politiques sociales** : assurance-maladie / assurance-retraite / agence fédérale du travail / emploi

#### Actualité financière :

- **Régulation financière** : garantie des dépôts chez Sberbank Direct / loi sur la bourse
- **Banques et assurances** : DZ Bank / Helaba / LBBW / Deutsche Bank

### ACTUALITE ECONOMIQUE

#### Environnement macroéconomique

[Destatis](#) chiffre le taux d'**inflation** (indice des prix à la consommation) à +5,1 % (+5,5 % en définition européenne) en février, après +4,9 % en janvier. La hausse des prix de l'énergie continue de s'accélérer (22,5 %; +2,0 points), tout comme celle de l'alimentation (5,3 %, +0,3 point). Sans l'énergie, l'inflation atteint +3,3 %.

Selon un sondage de l'[ifo](#) effectué fin février auprès de 145 économistes allemands, ceux-ci tablent sur une **inflation** de 4,4 % en moyenne cette année, puis de 3,4 % en 2023. 75 % des experts sondés exigent une réaction immédiate

#### LE CHIFFRE À RETENIR

# +5,5 %

Taux d'inflation (IPCH) en février selon Destatis.

de la BCE face aux hausses de prix ; 69 % estiment qu'une hausse des taux d'intérêt serait adaptée.

Selon l'[IMK](#), qui effectue un suivi mensuel détaillé de l'**inflation**, les prix de l'énergie ont contribué à 2,3 points à l'inflation de février (5,1 %), après 2,0 points en janvier. En outre, l'inflation mesurée par type de ménage varie entre 4,7 % pour un célibataire percevant un revenu élevé et 5,2 % pour un couple avec enfants percevant un revenu moyen.

Selon un sondage de l'[IW Köln](#) effectué fin février auprès de 200 **entreprises** allemandes, 62 % d'entre elles s'attendent à des « contraintes fortes ou très fortes » en raison de la dynamique actuelle des prix de l'énergie. Ce taux atteint 70 % parmi les entreprises industrielles.

[Destatis](#) annonce une hausse de 2,7 % (corrigée des variations calendaires et saisonnières) de la **production** en janvier 2022 par rapport à décembre 2021 (+1,8 % en glissement annuel) : +1,3 % dans l'industrie, -0,1 % dans le secteur énergétique et +10,1 % dans la construction. La production totale reste inférieure de 3,0 % à son niveau d'avant-crise (février 2020).

En janvier 2022, les **exportations** ont diminué de 2,8 % (+7,5 % en glissement annuel) et les **importations** de 4,2 % (+22,1 % en glissement annuel), selon [Destatis](#). L'excédent commercial s'établit à 9,4 Md€ (corrigé des variations calendaires et saisonnières). [Destatis](#) a également publié des données détaillées sur le commerce avec la Russie : en glissement annuel, les importations ont augmenté de 57,8 % et les exportations de 30,7 % en janvier. Le pétrole et le gaz (+54,2 %, représentant 24,1 % des importations allemandes en la matière), le métal (+80,2 %) et le charbon (+181,9 %) constituent les biens d'importations les plus importants.

Selon les estimations de [l'ifo](#), un **embargo** sur les importations d'énergie en provenance de Russie pourrait causer une réduction de 0,5 à 3,0 % du PIB allemand à court-terme. Les auteurs préconisent d'augmenter les incitations à substituer les énergies fossiles et d'élaborer des soutiens ciblés pour les secteurs et ménages particulièrement touchés par la crise énergétique.

Selon [Destatis](#), la **consommation des ménages** s'est contractée de 0,2 % en 2021, et reste ainsi 5 % en dessous de son niveau d'avant la pandémie. Les biens de consommations durables (-4,8 %, dont véhicules motorisés : -11,0 %) font partie des produits affichant le plus fort recul.

L'indice du **climat à la consommation** de la fédération [HDE](#) baisse pour le quatrième mois consécutif (-0,1 point) et atteint 94,5 points en mars 2022 : après la pandémie, c'est à présent le conflit en Ukraine qui pèse sur l'humeur des ménages. L'évolution de l'indice sur les prochains mois serait très incertaine, car dépendant de plusieurs facteurs particulièrement instables.

En mars 2022, l'**indice conjoncturel** du [ZEW](#) enregistre une nette chute à -39,3 points (-93,6 points par rapport à février), soit la plus forte baisse jamais mesurée par l'institut. Les experts financiers interrogés tablent sur une situation de stagflation dans les prochains mois, causée par les conséquences de la guerre en Ukraine.

## Politique budgétaire

Les **dépenses de défense** de l'Allemagne sont passées de 28,5 Md€ en 1991 à 38,7 Md€ en 2021 (prix courants), selon [Destatis](#). Il s'agit d'une hausse de 35,8 % sur cette période, soit une progression en dessous de la moyenne de toutes les dépenses publiques (+149,5 %). Ce poste représente 2,1 % des dépenses totales en 2021, contre 3,9 % en 1991.

Selon [l'IW Köln](#), le **plan d'allègements fiscaux** pour les ménages face à la forte hausse des prix (notamment suppression avancée de la taxe pour les énergies renouvelables, ajustement du montant forfaitaire pour les salariés, augmentation du forfait fiscal pour les déplacement domicile-travail) adopté fin février par la coalition ne compenserait que partiellement la perte de pouvoir d'achat subie. Pour une personne seule, l'allègement atteindrait entre 152 et 187 € en 2022, en fonction du niveau de revenu. Pour une famille, le gain se situerait entre 248 et 298 €.

## Politiques sociales

Selon de premières estimations du [ministère fédéral de la Santé](#), le régime général d'**assurance-maladie** a accusé un déficit de 5,8 Md€ en 2021 tandis que le fonds de santé enregistrait un excédent de 1,4 Md€. Les réserves financières des caisses d'assurance maladie s'élevaient à 11 Md€ au 31 décembre 2021, celles du fonds à 7,9 Md€ (au 17 janvier 2022).

Le régime général des **retraites** enregistre un excédent de 0,8 Md€ en 2021 (après un déficit de 3,9 Md€ en 2020) avec des réserves financières à hauteur de 42,0 Md€ (source : estimations de la [Bundesbank](#)).

L'**agence fédérale du travail** a dépensé 21,0 Md€ en 2021 au titre du chômage partiel (après 22,7 Md€ en 2020), accusant un déficit de 21,7 Md€ en 2021 (après 27,3 Md€ en 2020). Le Bund a octroyé une subvention de 16,9 Md€ en 2021 (après 6,9 Md€ en 2020), les réserves financières de l'agence étant épuisées (source : [rapport](#) mensuel de la Bundesbank).

Selon [Destatis](#), 74,9 % des mères exerçaient une activité professionnelle en 2020, leur part ayant sensiblement progressé par rapport à 2010 (69,3%). 66 % des mères ayant un **emploi** travaillaient à temps partiel en 2020, la part des pères ayant un temps de travail réduit s'élevant à 7%.

## ACTUALITE FINANCIERE

### Régulation financière

La fédération allemande des banques privées, *BdB*, informe les clients ayant des dépôts dans **Sberbank Direct**, filiale allemande de Sberbank Europe AG, elle-même filiale autrichienne de la banque russe Sberbank Russia, qu'ils peuvent s'adresser à son organisme de garantie des dépôts (*EdB*) pour être ensuite indemnisés jusqu'à 100 000 € par l'organisme autrichien de garantie des dépôts (*ESA*). Sberbank Direct aurait 34 800 clients en Allemagne et le montant total des dépôts couverts atteindrait 939 M€.

En réaction aux scandales Wirecard et de fraude fiscale (*cum-ex* et *cum-cum*), le Land de Hesse propose une modification de **la loi relative au fonctionnement de la bourse**, *Börsengesetz*, qui vise à faciliter l'échange d'informations entre les autorités fiscales, d'un côté, et les sociétés de bourse et les autorités de supervision boursière de l'autre. Un allègement de [l'obligation de confidentialité](#) à laquelle sont soumis les agents des autorités de supervision et des sociétés de bourse y est proposé.

### Banques et assurances

Le groupe **DZ Bank**, l'organe central des banques mutualistes, affiche en 2021 un [résultat avant impôts](#) record (3,1 Md€ contre 1,4 Md€ en 2020). La banque a profité de la reprise conjoncturelle générale et a, par conséquent, notamment procédé à une reprise de provisions pour risques de 120 M€ (contre -678 M€ en 2020). La forte activité des marchés de capitaux a eu des répercussions positives sur les opérations sur actions de son gestionnaire de fonds Union Investment ainsi que sur le résultat des placements de son autre filiale, l'assurance R+V Versicherung. La filiale DVB, spécialiste des financements de transport, dont l'activité a été quasiment liquidée, sera intégrée à DZ-Bank au 3<sup>e</sup> trimestre 2022.

La Landesbank **Helaba** retrouve son niveau d'avant-crise avec un [résultat annuel avant impôts](#) de 569 M€ en 2021 (contre 223 M€ en 2020 et 518 M€ en 2019). Les provisions pour risques ont diminué d'environ 100 M€ (-207 contre -305 M€ en 2020) tandis que les revenus d'intérêts et de commissions ont progressé (+13 % en ce qui

concerne les intérêts du fait principalement des opérations de refinancement à long terme TLTRO menées avec la BCE).

Avec 817 M€ en 2021 (contre 252 M€ en 2020), **LBBW** réalise son meilleur [résultat annuel avant impôts](#) depuis 2008. La Landesbank a baissé ses provisions pour risques (240 M€ contre 544 M€ incluant un prêt à Wirecard en 2020). La hausse des revenus de 11 % est plus particulièrement due aux activités auprès des entreprises et sur les

marchés de capitaux, aux financements immobiliers commerciaux ainsi qu'aux opérations de refinancement à long terme TLTRO menées avec la BCE. La banque affiche un ratio coûts/revenus de 64,7 % (contre 70,4 % en 2020).

La rémunération variable des collaborateurs de **Deutsche Bank** a augmenté de 13 % en 2021 pour atteindre 2,1 Md€. La rémunération variable du directoire s'élève à environ 40 M€ (+45 %).

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional de Berlin  
Directeur de la publication : Claire Thirriot-Kwant  
Revu par : François Gautier  
Rédacteurs : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert  
Pour s'abonner : berlin@dgtresor.gouv.fr  
Crédits photo : ©JFL Photography